Entre l'intermédiaire et " l'homme d'honneur " : savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie

Elise Massicard

▶ **To cite this version:**

Elise Massicard. Entre l'intermédiaire et " l'homme d'honneur " : savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie. Politix, 2004, 17 (67), pp.101-127. halshs-00800270

HAL Id: halshs-00800270
https://shs.hal.science/halshs-00800270

Submitted on 13 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Persee

Elise Massicard

Entre l'intermédiaire et « l'homme d'honneur ». Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie

In: Politix. Vol. 17, N°67. Troisième trimestre 2004. pp. 101-127.

Abstract
Between Brokers and "Men of Honour". Practices and Dilemmas of Turkish Notables
Elise Massicard
Notables in Turkey are generally considered in a normative manner as rests of long-lasting traditions, equated with "underdeveloped" provinces, and supposed to disappear in the nearest future. Although their forms have changed during Republican history, notables' practices remain quite widespread. They respond to the organization of powers and allocation of -especially public- resources. Being a notable in Turkey consists mainly in relational activities and legitimizing these relations. Analyzing these practices throws a new light on political roles in Turkey and their specifie constraints.

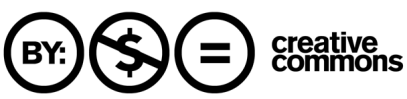
Résumé
Entre l'intermédiaire et « l'homme d'honneur ». Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie
Elise Massicard
Les notables en Turquie sont largement conçus de manière normative comme des résidus de traditions arriérées, amalgamés à certaines provinces et groupes sociaux marginaux, et destinés à être éliminés au plus vite. Or, même si leurs formes ont changé durant l'histoire républicaine, les pratiques notabiliaires restent très répandues. Elles répondent en effet à l'organisation des pouvoirs et de l'allocation des ressources, notamment publiques. Le métier notabiliaire en Turquie consiste principalement en des activités relationnelles (faire lien) et de légitimation de ces liens. Son analyse permet de repenser les rôles politiques en Turquie et leurs contraintes spécifiques.

Citer ce document / Cite this document :

Massicard Elise. Entre l'intermédiaire et « l'homme d'honneur ». Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie. In: Politix. Vol. 17, N°67. Troisième trimestre 2004. pp. 101-127.

doi : 10.3406/polix.2004.1626

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_2004_num_17_67_1626



Entre l'intermédiaire et « l'homme d'honneur »

Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie[1]

Elise MASSICARD

Persée creative commons

Qu'est-ce qu'un « notable » en Turquie ? Précisons tout d'abord que le terme n'y existe pas comme tel. En turc, on peut parler de *tanınmış kimse* (« personne connue »), *şöhretli kimse* (« personne renommée ») ; au pluriel, on pourra parler de *itibarlılar* (« ceux qui ont de la valeur »), *ileri gelenler* (« éminences »), *ekâbir* (« personnes importantes », « VIPs »), ou encore, au tournant du siècle, *efendi*, personne distinguée. Historiquement, on trouve des figures plus précises, comme le *ağa* (agha), terme polysémique qui désigne le grand propriétaire terrien et parfois le commerçant urbain ; le *cheikh*, leader religieux, souvent confrérique ; ou le *derebey*, potentat local, une figure qui a connu son apogée au XVIIIe siècle ottoman. Il existe également des termes plus proches de l'acception de nos notables. Ainsi, le terme *eşraf*, qui signifie à l'origine « noble » ou descendant du Prophète, désigne, par extension, toute personne respectable, ainsi que les commerçants des petites villes. Mais le terme le plus générique est celui de *ayan*, que l'on traduirait tout simplement par « notables ». Cette dernière catégorie a constitué un terme important, voire un paradigme de la recherche sur l'Empire ottoman, et notamment des relations entre Etat et

1. Je tiens à remercier pour leurs précieuses relectures critiques Hamit Bozarslan, Gilles Dorronsoro ainsi que les relecteurs « anonymes ».

société en milieux rural et urbain[2]. Cependant, le terme *ayan* n'est plus guère usité pour décrire des réalités actuelles. Il évoque ainsi immanquablement l'Empire ottoman, ses potentats locaux, et tout un système d'administration plus ou moins indirecte dans de vastes contrées. Cette curieuse disparition interroge : est-ce à dire que les « notables » n'existent plus aujourd'hui en Turquie ? S'il n'existe pas d'études sur les notables proprement dits, une tradition de recherche voisine s'est attachée depuis les années 1970 à appliquer à la Turquie la grille de lecture du clientélisme[3]. Celle-ci est cependant empreinte d'une forte normativité : elle s'inscrit parfois dans le cadre d'une théorie de la modernisation unidirectionnelle et inéluctable ; le clientélisme est alors considéré comme un signe de « sous-développement » politique et, à ce titre, comme un trait à terme amené à disparaître, plus marqué dans les provinces « traditionnelles » de l'Est – dominées par les cheikhs, les grands propriétaires terriens et les chefs de tribus. Ainsi, les notables en Turquie semblent être soit inexistants, soit marqués du sceau de l'illégitimité.

Or, une observation même rapide de la politique en Turquie fait apparaître non seulement l'existence, mais aussi la prégnance de figures qui évoquent nos notables. Il convient dès lors de préciser ce que nous entendons ici par notables. Les définitions qu'en proposent les historiens européens – principalement en fonction d'un statut social remarqué dans la société locale, dont l'élection ne constitue que la sanction[4] – ne peuvent être plaquées sans précaution sur une réalité sociale et historique très différente, d'autant moins qu'il existe une tradition de recherche riche à ce propos sur l'Empire ottoman. Comment dès lors délimiter ce groupe en Turquie ? A travers l'analyse des ressources mobilisées et de leur transformation, les travaux consacrés au clientélisme s'accordent pour constater la diversification sociale des notables. La jeune République a tenté de les intégrer, faisant de certains des députés du parti unique ou des relais locaux de l'Etat. Cela leur permet de jouer le rôle d'intermédiaire entre les institutions et la population, ainsi dépendante d'eux pour obtenir services ou infrastructures. L'instauration du multipartisme en 1950 change la donne : les citoyens peuvent désormais exercer une pression sur les notables par l'intermédiaire de leur vote. Dès lors, les notables susceptibles de mobiliser des votes en bloc deviennent importants pour les partis et rivalisent pour négocier avec eux l'allocation préférentielle de ressources publiques contre des votes, ce qui leur permet de se maintenir ou de

---

2. Les titres mentionnant les *ayan* sont abondants. Pour une revue de cette littérature et une discussion du paradigme, cf. Khoury (P.), « The Urban Notables Paradigm Revisited », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 55-56, 1990.

3. Pour un aperçu de ces travaux, cf. Vaner (S.), « Le clientélisme (de parti) et la science politique turque », *CEMOTI*, 7, 1989.

4. Garraud (P.), « Le métier d'élu local : les contraintes d'un rôle », *in* Fontaine (J.), Le Bart (C.), dir., *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 29.

parvenir à des positions dirigeantes au niveau local. Avec l'urbanisation croissante et la généralisation de l'économie de marché, les citoyens élargissent leurs réseaux de connaissances et prennent conscience de leur capacité de négociation ; dès lors, ils s'engagent moins dans des fidélités de long terme. Ce phénomène fragilise la position des intermédiaires et rend les échanges plus fluides et « pragmatiques[5] ». Peu à peu, le notable ne fournit plus des ressources qui lui appartiendraient en propre – comme cela a pu être le cas avec les propriétaires terriens au début de l'époque républicaine – mais fournit l'accès à des ressources qu'il ne possède ni ne contrôle. Pour reprendre les termes de Jeremy Boissevain, ce n'est plus un patron, mais un *broker*[6]. La notabilité procède de plus en plus de la capacité à s'insérer dans les réseaux de pouvoir et à contrôler des circuits de médiation entre l'espace local et les institutions étatiques[7]. Le notable ne dispose donc plus nécessairement de capitaux économiques importants.

Avec la transformation des ressources échangées et de leur mode d'allocation, se diversifient les capitaux constitutifs de la notabilité et les stratégies visant à les capter. Comme dans d'autres contextes, cette évolution s'accompagne d'une diversification du profil social et professionnel des élus[8]. L'appartenance familiale reste une ressource centrale ; mais si la notabilité familiale peut se reproduire au point de former des « dynasties » locales[9], c'est souvent en s'adaptant aux formes nouvelles de l'activité politique. Ainsi, pour conserver leur influence, de nombreux héritiers ont dû diversifier leurs ressources, notamment en investissant dans l'éducation[10]. Ils accèdent ainsi à des professions (avocat, ingénieur ou fonctionnaire) qui, tout en légitimant leur prestige, leur permettent d'intégrer les institutions ou d'en acquérir l'accès, comme l'illustre le parcours de la famille Doğan. Hüseyin Doğan, dignitaire religieux et chef de la confédération tribale

---

5. Güneş-Ayata (A.), « Roots and Trends of Clientelism in Turkey », *in* Güneş-Ayata (A.), Roniger (L.), eds., *Democracy, Clientelism and Civil Society*, Boulder, Rienner, 1994. Pour une approche localisée dans un canton de la côte égéenne, qui couvre l'ensemble de la période républicaine, cf. Unbehaun (H.) *Klientelismus und Politische Partizipation in der Ländlichen Türkei: der Kreis Datça 1923-1993* [Clientélisme et participation politique dans la Turquie rurale : le canton de Datça, 1923-1993], Hambourg, Deutsches Orient-Institut, 1994.

6. Boissevain (J.), *Friends of Friends: Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Blackwell, 1974.

7. Briquet (J.-L.), *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997, p. 140. Certains des développements qui suivent s'inspirent de cet ouvrage.

8. Tachau (F.), « Turkish Provincial Party Politics », *in* Karpat (K.), ed., *Social Change and Politics in Turkey*, Leiden, Brill, 1973, p. 286 et p. 313 notamment ; Ünsal (A.), « Origines professionnelles des élites politiques turques : les élus de 1977 », in *Seha L. Meray'a armağan*, Ankara, Presses de la faculté des sciences politiques, 1982 ; Kizir (İ.), Les origines socio-professionnelles des élites politiques turques : les élus de 1983-1999, Mémoire de fin d'études, Université de Galatasaray, septembre 2002.

9. Cf. par exemple Berktay Hacımirzaoğlu (A.), « Ulusoy ailesi » [La famille Ulusoy], *Cumhuriyet'in Aile albümleri*, Istanbul, Tarih Vakfı, 1998.

10. Eberhard (W.), « Changes in the Leading Families in Southern Turkey », *Anthropos*, 49, 1954.

Baliyan, intègre le système partisan dès l'avènement du multipartisme en 1950 et est élu député. Parmi ses neuf fils, quatre seront candidats à la députation. L'aîné reprend le flambeau politique de son père dès les années 1950 ; jusqu'à la fin des années 1960, il domine la branche locale du parti et est également élu député. A la mort du père, dans les années 1980, un autre fils, İzzettin, entre en politique ; toujours dans la même tradition politique et dans la même région, il sera candidat à la députation à plusieurs reprises, mais ne sera jamais élu. Si cette famille est parvenue à conserver son capital politique, c'est au prix d'adaptations et notamment de lourds investissements dans l'éducation : tous ces fils poursuivront des études supérieures ; l'un deviendra professeur de droit constitutionnel, un autre enseignant en Allemagne, un troisième sera avocat. Ainsi, les processus de conservation ou d'accès à la notabilité incluent désormais l'ascension sociale, la prise de responsabilités dans les organisations partisanes ou les groupes d'intérêt, et surtout l'investissement scolaire. Parallèlement se multiplient les notables n'appartenant pas aux traditionnelles « grandes familles ».

L'état de la recherche ne nous permet pas de dessiner plus précisément les contours sociaux des notables. En revanche, il nous interdit de considérer ces derniers *a priori* comme un groupe social. Il semble donc plus opératoire de définir ici le notable par une fonction, celle de médiation. Nous définirons donc le notable dans le contexte turc comme un individu caractérisé par son prestige et ayant un accès privilégié à des ressources spécifiques à travers ses relations avec les centres de pouvoir.

Une vision en termes de « métier »

De par ses fonctions d'intermédiaire, le notable entretient des relations avec des interlocuteurs et des milieux très divers ; ses activités sont hétérogènes[11]. Il est confronté à des situations nécessitant des ressources et des savoir-faire diversifiés : animation de réunions partisanes, inaugurations, visite d'infrastructures, contacts avec les associations, défense d'un dossier auprès d'administrations, écoute de doléances ou de requêtes de la part des administrés, connaissance des rouages institutionnels et des manières de s'y

11. La diversité des logiques et des ressources mises en œuvre par un notable peut être illustrée par le cas d'İzzettin Doğan, l'un des fils d'Hüseyin Doğan. Un ouvrage de propagande publié par sa fondation visant à la construction de son image publique nous fournit un bon indicateur des pratiques constitutives du métier notabiliaire et de leur diversité. Des villages d'Anatolie aux arènes académiques internationales, en passant par la vie politique nationale et européenne, İzzettin Doğan apparaît comme une figure alliant une série d'activités – associatives, politiques, sociales – s'adressant à des publics très différenciés. *İzzettin Doğan'ın Alevi İslam inancı, kültürü ile ilgili görüş ve düşünceleri* [La vision et les réflexions d'İzzettin Doğan sur la croyance et la culture alévies], Istanbul, CEM Vakfı, 2000, p. 160-192.

frayer un chemin[12]. Être notable implique donc d'être capable d'endosser des rôles différents et de les faire tenir ensemble. Par-delà l'hétérogénéité des lieux fréquentés, des publics rencontrés, des compétences mobilisées, des registres de justification utilisés, quels liens unissent les facettes des pratiques notabiliaires ?

Pour répondre à cette question, nous envisageons ici la notabilité comme un métier, c'est-à-dire l'ensemble des pratiques concrètes que recouvrent l'exercice des activités et les savoir-faire observables dans les conduites des notables, même si elles ne sont pas pratiquées de manière uniforme[13]. Nous faisons donc l'hypothèse que, malgré la diversité sociale des notables et de leurs activités, cette fonction d'intermédiaire véhicule des pratiques convergentes, des modèles de comportement largement partagés et relativement standardisés. Cette approche implique de saisir les représentations du pouvoir, du lien social, du licite et de l'illicite qui informent les normes de comportement considérées comme légitimes, les systèmes de justification des pratiques[14]. Pour appréhender ces pratiques, nous nous proposons d'observer le notable turc « en action » au quotidien[15]. Nous distinguons deux principaux savoir-faire notabiliaires : la création et l'entretien de liens ; et leur légitimation par un style de vie. Ces pratiques ne sauraient être réduites à une simple stratégie consciente et intentionnelle, dans la mesure où elles s'inscrivent dans un champ de contraintes, de logiques de situation, et de rapports de force. Malheureusement, les moyens d'une étude diachronique font ici défaut[16], même si les tensions seront abordées, en tant qu'elles permettent de saisir les *processus* de notabilisation ou de « dénotabilisation ». Si un grand nombre des pratiques étudiées se retrouvent dans d'autres sociétés, les idiomes et les formes utilisés en Turquie montrent, eux, quelques spécificités, qui permettent de mettre en relief certaines caractéristiques et de nourrir en retour une réflexion plus générale sur la notabilité.

---

12. Garraud (P.), « Le métier d'élu local... », art. cité, p. 35.
13. Lagroye (J.), « De "l'objet local" à l'horizon local des pratiques », *in* Mabileau (A.), dir., *A la recherche du local*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 168.
14. Briquet (J.-L.), « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, 28, 1994, p. 18.
15. La démarche qualitative ici adoptée s'appuie largement, quoique de manière non exclusive, sur des entretiens semi-directifs, des discussions informelles, ainsi que sur des observations lors d'interactions qui n'avaient pas forcément pour objet de cerner le métier notabiliaire, conduits principalement dans le cadre de la préparation d'une thèse : Massicard (E.), Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique : le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980, Thèse de doctorat, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2002.
16. A ce sujet, on consultera avec profit Meeker (M.), « The great family Aghas of Turkey: A study of a changing political culture » *in* Antoin (R.), Harik (I.), eds., *Rural Politics and Social Change in the Middle East*, Bloomington, Indiana University Press, 1972.

Faire lien : fonction et attributs de l'intermédiaire

Comprendre les conditions d'exercice du métier de notable en Turquie implique tout d'abord de revenir sur la structuration des pouvoirs. L'Etat y constitue le principal détenteur des ressources. Il était l'unique propriétaire de la terre sous l'Empire ottoman, qu'il prêtait en échange de services militaires par un système d'affermage non héréditaire, s'assurant par là le contrôle de la première source de richesse[17]. La République a poursuivi cette tradition, érigeant même l'étatisme en principe constitutionnel. Plus tard, l'Etat turc devient également le premier investisseur industriel. Dès les années 1960, il met en place une stratégie d'industrialisation par substitution d'importations, dans laquelle le secteur public a la part belle. Malgré la vague de libéralisation depuis les années 1980, le secteur public reste central et l'Etat un employeur de première importance[18]. Interventionnistes dans de nombreux domaines, les autorités contrôlent également la distribution des infrastructures et des services (routes, électricité, écoles, usines), l'attribution de bénéfices individuels – prêts, titres de propriété de la terre (*tapu*), ainsi que des autorisations et permis en tout genre.

Une relation ambiguë avec le politique

Comment cette structure influence-t-elle la pratique du métier de notable ? Sans avoir les moyens d'effectuer ici une sociologie du système politico-administratif turc, il convient de revenir brièvement sur la manière dont sont organisés les pouvoirs locaux. A l'exception du maire dans les villes de quelque importance, les élus locaux n'ont qu'un pouvoir institutionnel résiduel, d'autant plus que le cumul des mandats est interdit. Au niveau local, les pouvoirs d'allocation des ressources contrôlées par l'Etat dans tous les domaines sont concentrés dans les mains du gouverneur (*vali*), qui a un double statut : il est à la fois directeur de l'administration départementale et chef de l'exécutif de la collectivité locale départementale. Du fait de l'engorgement structurel des quelques instances de décision, il faut souvent les court-circuiter et s'adresser à Ankara pour faire avancer un dossier.

Un premier mode d'accès aux ressources étatiques est politique. Théoriquement fonctionnaires apolitiques, les *vali* sont nommés par le gouvernement, lui-même contrôlé par les partis. Les grandes municipalités sont ouvertement politisées et contrôlent d'autant plus de ressources publiques qu'elles sont « tenues » par le parti au gouvernement. Les instances politiques offrent donc un accès privilégié à l'essentiel des ressources, ce qui explique la propension généralisée à aller gérer les

17. Mardin (Ş.), « Center-Periphery Relations, a Key to Turkish Politics? », *Deadalus*, 1973.
18. Unbehaun (H.) *Klientelismus..., op. cit.*, p. 34.

problèmes locaux dans les centrales des partis à Ankara. De ce fait, les liens politiques sont l'une des modalités principales de l'interaction entre bureaucrates et notables en Turquie[19]. Le notable entretient généralement des liens avec les formations politiques : il peut être membre ou participer aux activités de l'une d'elles ; les exemples abondent de notables qui changent régulièrement de parti[20], ou encore se maintiennent à égale distance de tous, tout en conservant des liens avec eux[21]. Le mandat électif constitue une voie courante de notabilisation – surtout dans une situation où les candidats sont désignés par les centrales des partis, souvent en faisant fi des notabilités locales préexistantes. Le notable peut donc être un élu. Mais certains peuvent ne pas détenir de rôle politique officiel. Le notable peut également être, par exemple, un ancien élu, dans la mesure où le prestige et les contacts survivent à la fonction élective. Il peut même être un simple « éligible », c'est-à-dire, pour reprendre l'acception de Marc Abélès, localement reconnu comme pouvant légitimement prétendre à un rôle de représentation politique, que cette prétention soit ou non réalisée[22]. La fonction élective peut donc ne constituer qu'une étape dans une carrière notabiliaire plus vaste, souvent caractérisée par la multipositionnalité. Ainsi, le pouvoir – au niveau local au moins – ne découle pas uniquement de la fonction élective proprement dite, mais de l'influence que l'on peut exercer sur la distribution des ressources centrales, par des liens politiques bien sûr, mais aussi par la capacité de mobilisation de ressources humaines et financières.

En effet, dans ce cadre très centralisé, les quelques dépositaires locaux du pouvoir ne peuvent gérer convenablement tous les dossiers dont ils sont responsables, ni répondre à toutes les demandes. Sans véritablement déléguer leurs prérogatives, ils s'en remettent souvent à des personnes avec lesquelles ils entretiennent des relations de confiance, d'autant plus qu'ils sont mutés fréquemment et n'ont pas le temps de s'implanter. Ils doivent donc s'appuyer sur des relais locaux, extérieurs à l'administration. En outre, les administrations locales et les pouvoirs publics ont relativement peu de moyens à leur disposition ; pour mener à bien leur action, ils doivent faire

---

19. Cette politisation des intermédiaires et de l'allocation des ressources atteint un point extrême dans les années 1970, jusqu'à toucher une grande partie de la bureaucratie. Elle reste prégnante aujourd'hui encore. Les liens politiques permettent souvent aussi d'accéder à des ressources non contrôlées par l'Etat, comme le montre l'allocation des emplois dans de nombreuses entreprises politiquement marquées.

20. « Comme tout politicien tribal digne de ce nom, il change périodiquement de camp politique » (Bozarslan (H.), *La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 253).

21. On rencontre aussi différentes affiliations partisanes au sein d'une même famille de notables, en vue de garantir le prestige et les intérêts économiques familiaux. Cf. pour les années 1960, Eberhard (W.), « Changes in the Leading Families... », art. cité, p. 112.

22. Abélès (M.), *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989, p. 56.

appel aux ressources locales. Il n'est pas rare qu'un projet d'infrastructure ne soit accepté par l'Etat que si la population locale contribue de manière substantielle au projet, principalement sous forme de dons de la part de personnes aisées et de main-d'œuvre gratuite. En effet, la loi sur les villages de 1924 oblige les villageois à fournir gratuitement la main-d'œuvre pour des projets collectifs (entretien, voire construction des infrastructures), institutionnalisant par là une tradition préexistante (qui répond au nom d'*imece*). Cette obligation sociale de donner son temps et son labeur peut être mobilisée pour d'autres objectifs. Les notables qui disposent d'une capacité de mobilisation de ces ressources économiques et humaines se trouvent donc en position de négocier avec les bureaucrates et les hommes politiques ; ils acquièrent par là une influence sur l'allocation des ressources étatiques. C'est ainsi que Hulusi Efendi, dignitaire religieux que nous allons retrouver au long de ce texte, constitue un notable local de poids sans avoir jamais été élu. Cependant, il dispose d'une importante capacité de mobilisation de la population locale et entretient des relations avec les milieux politiques et administratifs.

Relier et lier

Le travail du notable en Turquie est principalement constitué d'activités relationnelles. Le notable doit avoir des relations et des appuis dans l'appareil étatique, ainsi qu'une certaine popularité auprès des administrés. « La population de la ville définit Hulusi Efendi comme une personne très sociable et distinguée. En d'autres termes, c'était quelqu'un qui savait comment se comporter avec les gens, qui pouvait facilement communiquer avec les étrangers ; et il savait comment fonctionnait l'appareil d'Etat[23]. » La fonction du notable est d'établir une communication entre différents segments de la société. Ses relations constituent donc son capital politique, qu'il élargit à chaque étape de sa carrière, et, avec lui, la palette des services qu'il peut offrir à ses électeurs, « clients », obligés ou contacts dans l'appareil d'Etat. Son activité principale est de *faire lien* avec la bureaucratie, les appareils de parti ou les centres de décision[24]. Ce qui « fait » en quelque sorte le notable est sa capacité à mobiliser un important capital relationnel. Il doit donc être maître dans l'art de mobiliser des ressources externes pour ses clients, actuels ou potentiels. Ce qui est toujours en jeu est la mise à disposition d'un réseau de connaissances qui facilite l'accès à des biens, des services, bref à des ressources.

---

23. Atacan (F.), « A Portrait of a Naqshbandi Sheikh in Modern Turkey », *in* Özdalga (E.), ed., *Naqshbandis in Western and Central Asia*, Istanbul, Swedish Research Institute, 1999, p. 154.
24. Fliche (B.), « De l'action réticulaire à la recherche du semblable, ou comment faire lien avec l'administration en Turquie », *in* Dorronsoro (G.), dir., *Mobilisations collectives en Turquie contemporaine*, à paraître.

Cela explique certains des attributs constitutifs du notable. C'est d'abord quelqu'un qui rend visite, et surtout qui reçoit. De ce fait, il a obligatoirement un lieu pour recevoir. Déjà au XIXe siècle, le signe du pouvoir notabiliaire était la possession d'un lieu public, café par exemple, où les obligés se rassemblaient et que le pouvoir ottoman fermait, quand il voulait diminuer le pouvoir des notables[25]. Aujourd'hui, cela peut être un bureau de parlementaire, un cabinet d'avocat ou, si la profession du notable n'implique pas la disposition d'une telle pièce, un *yazıhane* (bureau dans le sens « pièce d'écrivain public »). Cette pièce est disposée de manière précise, en « T ». Imposant, le meuble de bureau (la barre horizontale du T) constitue l'élément central du mobilier. Perpendiculairement, une table plus petite (qui permet de poser les verres de thé, les cendriers, les papiers, etc.) est entourée de nombreuses chaises – rarement moins de quatre. L'importance et les fonctions du notable laisseraient supposer un bureau surchargé de dossiers, regorgeant de papiers. Il n'en est rien : le meuble de bureau étonne par sa vacuité. Le nombre et la disposition des chaises, ainsi que la rareté des dossiers, indiquent que le bureau du notable n'est pas un lieu de « travail » – d'ailleurs, il est rarement calme – mais une salle de réception, de doléances et de négociation. La surface sociale du notable se mesure en quelque sorte au nombre de personnes qui attendent devant son bureau. On attend beaucoup, et au besoin, on revient. Il serait vain de prendre un rendez-vous précis. Les emplois du temps sont fluides : on s'occupe de quelqu'un quand il est là[26]. C'est seulement dans la proximité physique, dans l'interaction même, que l'on peut fonder cette relation personnelle sans laquelle l'échange de services ne peut être envisagé. Le contact immédiat joue donc un rôle de premier plan. On vient en personne : les demandes ne se règlent pas par téléphone. On ne prévient d'une visite par téléphone que quand la chaîne est plus longue, que l'intermédiaire avertit une connaissance de la visite prochaine de quelqu'un qu'il envoie et le recommande par la même occasion. Le téléphone, qui permet d'être appelé et surtout d'appeler, remplit donc une place de choix dans ces interactions. Désormais, le téléphone portable figure également parmi les attributs incontournables du notable. Il a aussi un carnet d'adresses fourni et une collection impressionnante de cartes de visite. Enfin, lui-même distribue de manière très généreuse ses propres cartes – marque indispensable de prestige, constituant souvent le premier signe d'une volonté de notabilisation – qui permettent de pérenniser le lien créé et la possibilité d'être contacté.

---

25. Meeker (M.), *A Nation of Empire. The Ottoman Legacy if Turkish Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 224.
26. Ragaru (N.), « "Rendre service" : politique et solidarités privées en Bulgarie postcommuniste », *CEMOTI*, 31, 2001, p. 14.

Rendre service

Mais quelle est la teneur de ces interactions, que s'y passe-t-il exactement ? En Turquie, le politique tend à être perçu ou construit comme intrinsèquement mauvais : c'est le lieu des intérêts opposés, de la compétition et donc du conflit, de la domination, de la manipulation[27]. D'autant plus que la fin des années 1970 fut une période de politisation violente et de quasi-guerre civile, d'une extrême violence, qui, bien que stoppée par une intervention militaire brutale en 1980, a laissé une empreinte durable sur les esprits. Dans ce contexte, l'objectif principal de la junte au pouvoir jusqu'en 1983 était de dépolitiser la société, notamment en promouvant, parfois de manière musclée, une vision négative de la politique ainsi qu'un consensus social autour de valeurs présentées comme communes et apolitiques[28]. Parallèlement, les citoyens de Turquie nourrissent des attentes très fortes envers l'Etat, le *devlet baba* (« l'Etat-père »). Celui-ci est une figure protectrice, paternaliste. Ainsi naturalisé, le pouvoir politique est érigé en garant du bien-être commun[29]. Si on le critique, c'est pour déplorer son insuffisance à remplir ses devoirs. Dans ce contexte, toute action publique n'est pas négative. Un terme s'oppose en effet à la politique (*siyaset*) : celui de *hizmet* (service), qui évoque le dévouement désintéressé au profit d'une cause consensuelle, de l'intérêt de tous et de chacun. Ce terme – et c'est significatif – n'est pas propre à l'univers politique, dans la mesure où il désigne également les services que l'on se rend entre parents, amis, collègues ou voisins pour faciliter l'accès à des ressources politiques ou économiques. Dans le discours historiographique tel qu'il est élaboré dans les manuels scolaires, il est notamment appliqué aux services rendus par les Turcs à l'humanité, par exemple à leur contribution à la civilisation musulmane ou à leur rôle dans la défense de l'Islam contre les Croisés[30]. Le *hizmet* constitue donc la dimension positive, socialement valorisée, de l'action publique.

Cette vision s'applique également aux personnes socialement engagées : un bon élu est d'abord celui qui rend service. Dans les années 1970, la majorité des électeurs en zone rurale attendent de leurs députés qu'ils leur rendent

---

27. Cf. Massicard (E.), « Les Alévis et le discours de l'unité en Turquie depuis les années 1980 », *in* Kieser (H.-L.), ed., *Aspects of Political Language in Turkey (19th-20th centuries)*, Istanbul, Isis, 2002.

28. Durant cette période, 650 000 personnes passent en garde à vue ; on compte des centaines de décès suspects, la torture généralisée, une purge de l'administration, notamment de l'enseignement, et la fermeture de tous les partis et associations.

29. Delaney (C.), « Father State, Motherland, and the Birth of Modern Turkey » *in* Yanagisako (S.), Delaney (C.), eds., *Naturalizing Power: Essays in Feminist Cultural Analysis*, New York, Routledge, 1995.

30. Copeaux (E.), « Hizmet: a Keyword in the Turkish Historical Narrative », *New Perspectives on Turkey*, 14, 1996.

des services locaux ou personnels[31]. Il en est de même d'un parti, comme le montrent les lettres adressées par ses membres ou électeurs au *Sosyaldemokrat Halkçı Partisi*[32] (SHP) – dans leur grande majorité des demandes de services[33]. Distribuer des faveurs personnelles aux administrés est considéré comme l'activité première des élus, que ce soit au niveau national ou local – ce que ces derniers ont largement intériorisé[34]. Ainsi, les membres des conseils municipaux sont largement jugés sur leur capacité à distribuer des faveurs à ceux qui les soutiennent[35]. De la même manière, les députés consacrent une grande partie de leur temps à recevoir les électeurs et à tenter d'obtenir pour eux un traitement préférentiel auprès de différentes administrations[36]. Dans cette perspective, le notable est avant tout un recours. « Tout ce qui passe par le village passe par moi. Tout ce qui doit aller à la justice, aux travaux publics, ils me l'envoient. Chaque année, en moyenne, une vingtaine de personnes du village vient me voir pour trouver du travail ou une maison. Je suis le recours pour beaucoup de monde. Par exemple, la dernière fois, une femme du village est décédée ici, à l'hôpital, je suis la première personne qu'on a appelée. En fait, je ne pouvais pas y aller car j'avais un cours à donner, mais ça leur est égal, j'ai dû y aller quand même[37]. » Le notable est celui qui répond toujours à l'appel au secours, « sème le bien autour de lui ». C'est donc celui à qui on viendra demander des conseils, des avis, ou encore de se porter caution pour une entreprise, etc.

Etre en mesure d'accomplir des services constitue donc l'une des principales prérogatives du notable. En même temps qu'il sert à conserver ou à gagner des électeurs, le service rendu permet de valider dans la pratique ses prétentions statutaires, de répondre aux prescriptions de rôle. L'impossibilité pour un notable de rendre service équivaut donc à une perte de prestige, c'est-à-dire à la reconnaissance d'une inadéquation entre le

---

31. Ozankaya (Ö.), *Köyde toplumsal yapı ve siyasi kültür* [La structure sociale et la culture politique au village], Ankara, Sevinç, 1971, p. 158-159.
32. Parti populiste social-démocrate.
33. Plus de 30 % d'entre elles ont pour objet la demande d'un emploi, souvent en promettant soutien et loyauté. La plupart des missives sont bâties sur le thème : « Nous en avons fait tant pour ce parti, il doit aussi faire quelque chose pour nous » (Schüler (H.), *Die Türkischen Parteien und ihre Mitglieder* [Les partis turcs et leurs membres], Hambourg, Deutsches Orient-Instituts, 1998, p. 227-247).
34. Yücekok (A.), *Türkiye'de Parlamentonun Evrimi* [L'évolution du Parlement en Turquie], Ankara, Presses de la faculté de science politique, 1983.
35. Güneş-Ayata (A.), « Roots and Trends... », art. cité, p. 58.
36. Ils seraient environ 10 000 « visiteurs » au Parlement par jour (Yalçındağ (S.), « Local Government in Turkey: Problems and Solutions », *Turkish Public Administration Annual*, 22-23, 1996-1997, p. 57). Il n'est d'ailleurs pas rare que des sessions parlementaires soient annulées car le quorum n'est pas atteint (Sayarı (S.), « Political Patronage in Turkey », *in* Gellner (E.), Waterbury (J.), eds., *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*, Londres, Duckworth, 1977, p. 105).
37. Entretien avec un notable local, Sivas, 5 décembre 2000.

statut qu'il revendique et ses comportements. Ainsi, le petit-fils d'un grand notable de province, autorité religieuse, mais aussi cofondateur local de l'un des deux grands partis à l'époque, installé avec sa famille à Ankara dans les années 1960, nous déclarait lors d'un entretien :

> « Nous avions un *yazıhane* à Kızılay [centre d'affaires d'Ankara] de 1964 à 1994, qui avait des fonctions importantes dans les années 1960 et 1970. Les gens qui venaient de notre région y venaient nous voir. C'était leur adresse de correspondance, nous recevions leur courrier. Et là où nous habitions, les villageois venaient chez nous, je me souviens. *[Silence. Il se met à pleurer et, malgré ses efforts, n'arrive pas à se retenir. Puis, il se reprend, à deux, trois fois pour expliquer]* Je me rappelle, ils avaient toutes sortes de problèmes, aucune adresse. Ils venaient nous voir, pour qu'on les aide, ils arrivaient le matin, n'osaient pas frapper à la porte de peur de nous réveiller. Le matin, dehors, devant la maison, il y avait toujours des gens, des familles, qui nous attendaient. Chaque jour, il en venait, de toutes les régions, ils restaient comme *misafir* [invités], notre maison était toujours pleine. Ils n'avaient aucune autre adresse où aller. *[Silence. Avec difficulté, en s'excusant]* Aujourd'hui, si nous avons perdu contact avec eux, je suis triste, j'espère qu'ils n'ont plus ces problèmes. Ils continuaient à venir après le décès de mon grand-père. Mais après, mon père et moi ne pouvions plus. Nous ne voyons plus que ceux que nous connaissons bien. [...] Cela doit être car je ne me sens pas à la hauteur. Il y a un décalage entre ce qu'ils voient en moi et ce que je pense être réellement[38]. »

Ce qui transparaît de cet extrait d'entretien est un sentiment moins de déchéance sociale que d'échec, de manquement à avoir rempli son rôle. Les impératifs statutaires familiaux ont visiblement été intériorisés et transformés en vocation personnelle, ce qui se manifeste par le passage du collectif (« nous ») à l'individuel (« je »). Ce dont a hérité cet homme, c'est du prestige accordé à sa famille, c'est-à-dire d'un statut reconnu par le groupe sur lequel elle exerçait son autorité, mais aussi d'un ensemble de devoirs qui lui sont imposés pour « tenir son rang ». C'est seulement à travers la capacité à remplir ces devoirs, c'est-à-dire à rendre service à ses obligés et à constituer un recours, que le notable peut légitimer cette présomption de statut. Pour ce faire, il doit disposer des ressources matérielles et symboliques grâce auxquelles il pourra assurer ce rôle. Or, les ressources sur lesquelles s'appuyait son grand-père s'avèrent largement caduques. La descendance sainte alévie[39] ne s'est pas accompagnée de la transmission du savoir et des fonctions religieuses. Parallèlement, l'exode rural massif a

38. Entretien, Ankara, 20 novembre 2000. Quiconque connaît un tant soit peu les représentations de la virilité et de l'honneur en Turquie, ne peut que s'étonner de ces larmes versées par un homme mûr devant une étrangère, de surcroît inconnue, et d'une vingtaine d'années sa cadette. Elles prouvent la force des tensions ainsi exprimées.

39. L'alévité est une confession syncrétique et hétérodoxe que l'on estime représenter de 15 % à 20 % de la population de Turquie. Chez les Alévis, le savoir religieux est transmis par certains lignages endogames (*ocak*), qui dirigent les cérémonies religieuses.

rendu la transmission du prestige familial, localisé, plus difficile. En outre, le parti dans lequel il était actif a été dissout et nombre de ses responsables poursuivis. Même si l'interviewé a investi dans l'éducation supérieure et s'est engagé socialement, il n'a pas pu valider un statut notabiliaire dans la pratique. Ainsi, les réinvestissements des héritiers dans de nouvelles formes de capitaux ne permettent pas toujours la perpétuation d'un statut.

Conscients de ces exigences[40], les élus déplorent régulièrement les contraintes que font peser sur eux les multiples demandes de faveurs, reconnaissant ainsi implicitement leur existence :

> « *Question* : Travaillez-vous plus envers votre département ou au niveau national ? *Réponse* : Plus au niveau national. Bon, je vais dans mon département une à deux fois par mois. Mais je n'y fais pas grand-chose. D'ailleurs, ici ce n'est pas comme dans un parlement européen, ce sont les gens qui viennent à vous plus que vous qui allez à eux. Ils partent d'Anatolie et viennent jusqu'ici pour m'exposer leurs demandes. Vous n'avez pas vu la file d'attente devant mon bureau ? *Q.* : Si ! Pour quoi viennent-ils le plus ? *R.* : Pour des mutations, pour des promotions ou pour trouver du travail, qui sont les problèmes numéro un. C'est un département un peu sacrifié, vous le savez. Surtout pour les gens de gauche. *Q.* : En plus, vous êtes le seul député de gauche de votre département. *R.* : Oui, effectivement. Cela n'est pas une position facile. Il y a énormément d'attentes à mon égard. [...]. Tous les gens de gauche, beaucoup d'Alévis se dirigent vers moi. Mes collègues de droite sont plus tranquilles. Ils peuvent se répartir le travail[41]. »

Ces services rendus s'inscrivent dans des relations réciproques d'échange et constituent un moyen de fidéliser un électorat : « Aucun député ne peut se permettre de passer outre ces services, puisqu'ils déterminent souvent ses chances d'être réélu[42]. » Les candidats peuvent aller « demander des comptes » lors de la publication des résultats[43]. Cependant, cette réciprocité ne peut pas être strictement contrôlée. En effet, les résultats électoraux ne descendent jamais en deçà du niveau du village ou du bureau de vote[44]

---

40. Dans les années 1970, les leaders locaux des partis pensent que les électeurs attendent toujours une sorte de bénéfice clientéliste des partis (Özbudun (E.), « Turkey: the Politics of Clientelism », *in* Eisenstadt (S. N.), Lemarchand (R.), eds., *Political Clientelism, Patronage and Development*, London, Sage, 1981, p. 264).

41. Entretien avec un député, Assemblée nationale, Ankara, 15 novembre 2000. Le département dont il est question est largement dominé par la droite. En outre, ce député est membre du premier parti de la coalition, le DSP (*Demokratik Sol Partisi*, Parti de la gauche démocratique). A ce titre, on lui adresse plus de demandes, dans la mesure où on estime que ses moyens d'action sont plus importants.

42. Sayarı (S.), « Political Patronage... », art. cité, p. 104.

43. Entretien avec un candidat malheureux aux législatives de 1999, Cologne, 10 janvier 2002.

44. Dans les années 1960, un maire notait tous les résultats électoraux de son parti dans chaque circonscription électorale et allouait les services municipaux en fonction (Keleş (R.), *100 soru'da Türkiye'de şehirleşme, konut ve gecekondu* [L'urbanisation, le logement et les *gecekondu* en Turquie en 100 questions], Istanbul, Gerçek, 1972, p. 199-200).

(environ 300 votants). La rumeur, le qu'en-dira-t-on (*dedikodu*, littéralement : « il a dit, il a fait ») joue ici un rôle de premier plan : si un vote considéré comme « bizarre » émerge, il devient l'un des sujets de conversation favoris. On spécule, on soupçonne telle famille, voire tel individu, d'avoir voté pour untel ou untel, contre ses habitudes ou ses obligations.

Personnaliser et justifier la relation

Pour s'inscrire dans une logique de service, une ressource doit être dirigée vers une personne particulière. Une dimension essentielle au travail du notable est donc de traiter les ressources dont il peut influencer l'attribution selon les règles particularistes de la réciprocité plus que selon des critères universalistes et abstraits. Il s'agit par exemple de l'allocation des emplois publics. Les budgets municipaux servent avant tout à fournir des emplois à des personnes qui ne sont pas spécialisées pour leur fonction, donc choisies selon une logique particulariste[45], entraînant souvent des scandales[46]. Quand ces pratiques sont politiquement orientées, elles portent le nom de *kadrolaşma* (« noyautage »). Même l'application de la législation peut faire l'objet d'un traitement particulariste, comme le montre l'obtention de dérogations en tout genre ou de permis de construire – pratique dont l'ampleur a été dramatiquement révélée par le séisme de 1999. Pour Pierre Grémion, « le notable est un individu qui dispose d'une représentativité suffisante pour obtenir de l'administration locale une transgression de l'universalisme de la règle centrale et qui dispose de ce fait d'une position médiatrice stratégique entre l'Etat et la société civile[47] ». De fait, de nombreux candidats promettent durant leurs campagnes dans les banlieues de légaliser des habitations autoconstruites (*gecekondu*) en distribuant à leurs occupants des « prétitres de propriété » (*senet*) qui n'ont aucune existence légale ; cette pratique est cependant si courante qu'ils ont fini par en acquérir une[48].

Dans la mesure où elle est contraire à la philosophie de l'intérêt général et de l'Etat de droit revendiquée par la République de Turquie, cette utilisation des biens publics doit être légitimée. Dans ce cadre, l'échange de services est présenté dans les formes culturellement admises du dévouement ou de

45. Polatoğlu (A.), « Turkish Local Government: The Need for Reform », *Middle Eastern Studies*, 36 (4), 2000, p. 164 et s.

46. Tel celui de la mairie de Kağıthane à Istanbul. En 1993, quand le maire social-démocrate meurt subitement, son successeur islamiste renvoie 245 employés municipaux qu'il avait embauchés, qui n'avaient pas eu le temps d'être titularisés. Il est intéressant que ce soit leur licenciement qui fasse scandale, non leur embauche... (« Türküler, "Adil düzen" kurbanları için », *Cumhuriyet*, 16 août 1993).

47. Grémion (P.), *Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, Seuil, 1976, p. 212.

48. Öncü (A.), « The Politics of the Urban Land Market in Turkey: 1950-1980 », *International Journal of Urban and Regional Research*, 12 (1), 1989.

l'obligation morale. Le service est énoncé comme une obligation résultant d'un rapport personnel préexistant, s'exprimant à travers le registre de l'entraide, et relevant donc de l'ordre de l'évidence. Dès lors, il n'y a pas de service sans interaction préalable, productrice de confiance[49]. Si le rôle du notable consiste à faire lien avec les centres de pouvoir, le rôle de ceux qui veulent avoir recours à lui sera de faire lien avec lui. Cette activité relationnelle constitue la principale stratégie de gestion de l'incertitude induite par l'existence de ressources limitées et accessibles à partir d'un nombre circonscrit de canaux, dans un système centralisé où la décision n'obéit pas toujours à des règles écrites impersonnelles[50]. « Etablir des contacts avec les bonnes personnes [...] constitue la priorité dans tous les types d'interactions sociales[51]. » Faut-il dès lors connaître personnellement un notable ou être introduit pour s'adresser à lui ? Pas nécessairement. En effet, ce lien nécessaire à l'échange est très fluide et peut prendre des formes multiples. En l'absence de connaissance préalable ou d'intermédiaire susceptible d'introduire, on peut tenter de construire une relation directe avec lui. On peut par exemple se réclamer d'une commune origine géographique, mettant à profit le sentiment de proximité et d'obligation qui unit les individus originaires d'un même lieu, y compris après le passage par la ville (« Moi aussi, je suis de Malatya »). Cette « origine » (*hemşehrilik*, le fait d'être de la même ville) est elle-même à géographie extrêmement variable[52]. On descend alors vers le niveau du canton ou du village ; au besoin, on fait intervenir les parents, les amis, les connaissances (« Mais bien sûr, la grand-tante de mon épouse est de là-bas »). On tente de retrouver un détail qui ne peut avoir de sens que pour des habitués, une connaissance commune, voire, dans le meilleur des cas, des ancêtres communs ou apparentés, fût-ce au cinquième degré – d'où l'expression *akraba çıktık* (« finalement il s'est avéré que nous étions parents »). La mémoire généalogique se révèle être une arme de poids. La tentative d'approche se transforme alors en « retrouvailles », joyeuses ou nostalgiques.

En l'absence de ces liens, on peut enfin faire montre d'une communauté d'idées, par de multiples signes imperceptibles à l'observateur non averti, et qui peuvent aller de la manière de se saluer (*selam aleykum*, religieusement

---

49. Il en est de même dans la mobilisation : « Peu de citoyens [...] deviennent membres d'organisations formelles, mais ils [...] répondront à un appel pour une marche sur la mairie ou à voter pour un parti particulier si l'appel vient de quelqu'un en qui ils ont confiance [...]. Chacun apporte ses cercles d'amis. Ainsi, vous avez des gens qui viennent avec un "pont de confiance" ». White (J. B.), « Amplifying Trust: Community and Communication in Turkey », *in* Anderson (J.), Eickelman (D.), eds., *New Media in the Muslim World: The Emerging Public Sphere*, Bloomington, Indiana University Press, p. 172.

50. Ragaru (N.), « "Rendre service"... », art. cité, p. 21.

51. Sayarı (S.), « Political Patronage... », art. cité, p. 104.

52. Cf. Erder (S.), « Nerelisin hemşehrim? » [D'où viens-tu, pays ?], *in* Keyder (Ç.), dir., *İstanbul küresel ile yerel arasında*, Istanbul, Metis, 2000.

connoté, ou *iyi günler*, plus neutre), aux expressions employées (certains mots d'origine arabe signifiant une tendance conservatrice face à leurs synonymes d'origine turque ou européenne, à connotation plus « moderne »), en passant par les signes pileux, qui constituent des indications claires d'orientations politiques de celui qui les porte[53]. A Yozgat – département d'Anatolie centrale largement dominé par la droite religieuse et ultra-nationaliste, globalement hostile aux Alévis – certains de ces Alévis, pour faire aboutir des demandes auprès de l'administration ou de notables, se laissent pousser la moustache en « crocs », signe de reconnaissance des « loups gris », militants de droite radicale. Par ces « accroches », on identifie, dans le sens où l'on rend identique. Comme le montre cet exemple, certains de ces signes ne constituent que des présomptions de communauté ; ils peuvent donc mentir. Le corollaire de ces pratiques de « reconnaissance » est que la communauté, le *hem* (« même »), est censée créer un lien, et donc amorcer l'obligation morale. La commune appartenance (géographique, politique, religieuse), fut-elle « découverte », voire construite pour l'occasion, crée une relation à l'intérieur de laquelle le service peut s'accomplir.

La relation politique est pensée et présentée sur un mode personnalisé, voire individualisé, souvent sous-tendue par une dimension affective. Il est à cet égard significatif que les porteurs de l'autorité publique ne soient pas approchés par les villageois en tant que représentants anonymes d'institutions étatiques, mais comme personnes, amis d'amis, parents éloignés à qui on a été recommandé[54]. Cette personnalisation transparaît dans le vocabulaire utilisé pour qualifier ces relations de service, qui puise largement dans les registres de la parenté et de l'amitié. Pour signifier qu'on a un protecteur bien placé, on dira par exemple : « J'ai un oncle maternel » (*dayım var*). Le vocabulaire de la parenté, omniprésent pour qualifier les relations de service, naturalise le lien ainsi évoqué. Le notable pourra ainsi qualifier son obligé de *kardeşim* (« mon frère »). Cette prégnance du registre de la parenté pour qualifier ces relations ne se limite d'ailleurs pas au vocabulaire. Ainsi, dans l'Est de la Turquie des années 1960, la « copaternité rituelle » (*kirvelik*), comparable, à certains égards, au parrainage chrétien, constituait un moyen courant de fonder des relations entre familles de statut inégal et d'augmenter son réseau d'obligés. Or, celui-ci constitue un

53. Sur les codes politiques de la pilosité en Turquie, cf. Delaney (C.), « Untangling the Meaning of Hair in Turkish Society », *Anthropological Quarterly*, 67 (4), 1994 ; Bayart (J.-F.), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996 ; Fliche (B.), « Quand cela tient à un cheveu : pilosité et identité chez les Turcs de Strasbourg », *Terrains* 35, 2000.

54. Dans son étude consacrée à la manière dont les conflits sont réglés dans le monde rural des années 1960, June Starr note que les villageois abordaient les officiels non comme des représentants de l'Etat, mais comme des individus (Starr (J.), *Dispute and Settlement in Rural Turkey. An Ethnography of Law*, Leiden, Brill, 1978, p. 96). Cf. aussi, dans le cas de la Bulgarie, Ragaru (N.), « "Rendre service"... », art. cité, p. 15.

véritable apparentement rituel, puisqu'il implique l'interdiction d'intermariage entre les deux groupes sur plusieurs générations[55]. Un autre registre invoqué pour qualifier ces relations est celui de l'amitié. Alors que je tentais de trouver un moyen pour accéder à la bibliothèque du parlement, l'ami d'une connaissance, auquel je m'étais adressée, provenant lui-même de la même région que le directeur de la bibliothèque convoitée, m'introduisit téléphoniquement à lui en ces termes : « *Fransız arkadaşımız var* » (« Nous avons une amie française »), alors qu'il me connaissait depuis une demi-heure à peine. Ces idiomes de la parenté et de l'amitié, impliquant le désintéressement, permettent de masquer les intérêts pragmatiques que le service satisfait.

C'est donc à travers les registres de la parenté et de l'amitié, donc de l'obligation morale, que sont justifiés les services rendus. Les relations ainsi qualifiées sont naturalisées : elles peuvent s'inscrire aussi bien dans des rapports d'entraide et de solidarité de type strictement privé (« arranger » une rencontre avec une personne par l'entremise d'un collègue ou d'un ami), que supposer un franchissement de la frontière entre public et privé (faire embaucher un protégé). Ainsi, que ces services fassent intervenir une médiation politique ou non, ils mobilisent des supports et repères sociaux similaires[56]. Les savoir-faire notabiliaires ne sont pas constitués selon des procédures spécifiquement politiques. Ils mobilisent des registres qui permettent d'interpréter d'autres types de rapports sociaux et s'appuient notamment sur des rituels de sociabilité largement constitués en dehors du politique (visites, réceptions). Cette relative indifférenciation entre public et privé se manifeste par exemple par le fait que c'est souvent chez lui que le notable reçoit : « Ce qui frappe le plus quand on rend visite à Hulusi Efendi à son domicile, c'est le grand nombre de bureaucrates de la ville qui viennent rendre visite au cheikh[57]. » Inviter à sa table, même des inconnus, au restaurant ou chez soi est un principe fondamental de la notabilité[58]. Toute maison honorable et, à plus forte raison, de notable, doit tenir ouverte sa porte, voire sa table. On y est le bienvenu, pour discuter, mais aussi manger et séjourner – raison pour laquelle la taille de la résidence, voire leur nombre, constituent un signe de notabilité. Cette ouverture de l'espace domestique manifeste un glissement symbolique vers des rapports interpersonnels de type privé. Quand le notable ouvre sa maison, il présente sa famille. C'est un signe de confiance : il engage dans la relation également sa personne privée et se met tout entier au service de ses obligés. Le notable est en effet *gendered* : dans la majorité écrasante des cas, c'est un homme.

---

55. Kudat (A.), « Patron-Client Relations: the State of the Art and Research in Eastern Turkey », *in* Akarlı (E.), Ben Dor (G.), eds., *Political Participation in Turkey*, Istanbul, Boğaziçi Üniversitesi, 1975.
56. Ragaru (N.), « "Rendre service"... », art. cité, p. 17.
57. Atacan (F.), « A Portait... », art. cité, p. 154.
58. Meeker (M.), *A Nation...*, *op. cit.*, p. 356 et s.

Cependant, les femmes ont une place dans le monde des notables, fut-elle précisément définie. Etre épouse de notable – comme épouse de diplomate, par exemple – peut également être considéré comme un véritable métier. Elle doit accompagner son époux en public à certaines occasions. En privé, elle doit savoir recevoir, c'est-à-dire faire la cuisine, mais aussi la conversation, et tenir son « jour » (*gün*) ou sa soirée avec les épouses des obligés. Elle doit tout simplement être là, parfois savoir disparaître, et attester par sa seule présence de la normalité de la vie de famille du notable. En effet, les activités publiques ne doivent pas amener le notable à négliger la famille. Il doit également être respectable dans la sphère privée[59].

Cette dimension privée des pratiques notabiliaires implique une certaine confusion entre l'ordre des règles – dont la loi impartiale et l'Etat de droit devraient idéalement être les expressions – et l'ordre des liens personnels – dont la manifestation est le « piston » (*torpil*, la torpille au sens de ce qui propulse) ou le favoritisme (*adam kayırma*), voire la corruption, unanimement critiquée par les médias et plus largement dans la société. Pour autant, rendre service n'équivaut pas nécessairement à de la corruption, comprise comme usage à des fins privatives des attributs d'une fonction publique. En effet, le service n'implique pas nécessairement de transgresser la loi, il n'est pas forcément illégal ; mais il est « a-légal ». La frontière est ténue, elle réside dans la possibilité de contournement de la règle, qu'une application personnalisée fait basculer dans le registre de la faveur[60]. Cette tension se retrouve au niveau des partis : si une réputation de clientélisme, dévalorisée, n'augmente pas forcément les votes, il demeure que, pour tout parti proche du pouvoir, les services rendus constituent un indicateur d'efficacité. De même, le notable se trouve pris dans un entre-deux. Dans la Turquie contemporaine, l'esprit civique, l'observance des règles écrites et des lois de la cité sont valorisés. Cette idée du droit, « officielle », coexiste avec une éthique plus élusive de la solidarité. En effet, le clientélisme n'a pas uniquement une dimension matérielle ou une valeur d'échange, mais également une base normative : une éthique de la communauté et des relations personnelles opposée à l'individualisme, l'impersonnalité, et à la « froideur » bureaucratique. Il peut également faire appel à la figure du « bandit justicier » (*eşkiya*), qui prend une certaine liberté avec les normes officielles pour mieux répondre aux normes éthiques.

Trouver la bonne distance : un style de vie

Il ne faudrait pas en effet réduire la notabilité à la dimension matérielle de l'échange de services. N'est pas notable n'importe quelle personne

59. Adelkhah (F.), *Etre moderne en Iran*, Paris, Karthala, 1998, p. 50 et s.
60. Ragaru (N.), « "Rendre service"... », art. cité, p. 21.

susceptible de donner accès à des ressources. Le notable doit également se conformer à un ensemble de normes qui définissent son rôle, non seulement en termes de distribution de services, mais aussi en termes d'attentes symboliques : modes de présentation de soi, style de vie, etc. Ce style de vie n'existe pas en dehors d'enjeux matériels, ni de façon atemporelle : il prend des formes variées suivant les groupes sociaux et les contextes historiques[61]. Dans ses activités quotidiennes, un notable mobilise à travers ses discours et ses actes un ensemble de signes et de symboles qui accréditent l'image qu'il veut donner de lui-même et celle qu'il anticipe être attendue de ses interlocuteurs. Ces prescriptions de rôles sont multiples et hétérogènes ; elles dépendent du type de ressources dont dispose un notable, des publics auxquels il est confronté et des situations dans lesquelles il se trouve. Cependant, on peut dégager quelques constantes dans la Turquie contemporaine. Ce style de vie est caractérisé par des attentes contradictoires, entre lesquels trouver la « bonne distance » : le notable doit faire preuve de moralité, mais sans exagérer le référent religieux ; à la fois afficher son statut et paraître humble.

Une bienséance a-religieuse ?

L'expression de Max Weber « style de vie » rappelle qu'une éthique est globale : elle n'inspire pas seulement des pratiques économiques ou politiques, mais toute une série d'autres conduites, morales, sociales, religieuses, ainsi que des dimensions esthétiques et éthiques. Ainsi, être un notable est d'abord une manière de se tenir, de « mettre les formes », des « formes » intériorisées, comme le montre cet extrait d'entretien : « Avec toutes ces activités, j'ai un cercle de connaissances très important : de la fondation, de mes activités associatives, de mon voisinage, de ma famille, de mon travail, de mon second emploi [...]. Du coup, il y a des mariages tout le temps, par exemple ce dimanche, j'en ai deux, en plus de la réunion. C'est comme ça tout le temps. Mais cette fois, je pourrai prétexter la réunion pour ne pas y aller. [...] Dans les mariages, je ne peux pas me permettre de danser comme avant [...]. Au pire, si ce sont des parents très proches, je peux faire un peu de *şıkıdım [danser sur de la musique pop]*, mais pas de *halay [ronde traditionnelle]*. Je dois être assis sérieusement [...]. Je ne peux pas me lever et partir quand je veux[62]. » Le notable doit donc tenir son rang et constitue à ce titre la figure même de la bienséance. Il est d'abord un homme d'honneur (*şeref*), ce qui constitue un modèle de comportement mais aussi une contrainte morale forte[63]. Une caractéristique fondamentale de l'éthique du notable est donc la moralité. Il est tout d'abord une personne de confiance ;

61. Adelkhah (F.), *Etre moderne..., op. cit.*, p. 14 et p. 102.
62. Entretien, Istanbul, 27 octobre 2000.
63. Voir Schiffauer (W.), *Die Gewalt der Ehre*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1983.

on doit pouvoir compter sur lui. Il doit paraître juste et intègre, sans quoi il peut facilement glisser dans la catégorie de « mafieux » ou dans celle de « *maganda* » (cf. *infra*). Il doit être « réglo » avec ceux qui sont en affaires avec lui, ce qui s'accompagne de la droiture de ses sentiments. On retrouve ici des qualités sociales valorisées ailleurs, en Iran par exemple[64]. Cependant, une marge de « hors norme » peut renforcer l'image du notable, qui peut également être celui qui ose et à qui certains droits sont reconnus (celui d'avoir une maîtresse, par exemple).

Ce qui semble plus spécifique à la Turquie est que ce style de vie reste largement indépendant du référent religieux. Consensuel, il dépasse la tension entre Islam et laïcité et se retrouve pratiquement à l'identique dans les deux camps. Politisé depuis la République par la laïcité officielle et réapproprié pour la formulation de certaines oppositions, le référent religieux est désormais loin de faire l'unanimité et reste délicat à manier, à la différence d'autres contextes. Pour un notable, y faire trop explicitement ou lourdement référence, dans ses discours, mais aussi dans ses pratiques, risquerait de lui aliéner des soutiens. En Turquie comme ailleurs, certains notables tirent une partie importante de leur prestige de leur capital religieux. Mais, même pour un descendant du Prophète et cheikh de la confrérie *naqshbandi*, « les qualités sur lesquelles insistent ses disciples et la population de la ville incluent son manque de fanatisme religieux, ainsi que son patriotisme. Ils relèvent sa participation aux cérémonies de commémoration nationale. [...] Il apparaît ainsi que Hulusi Efendi a soutenu le projet étatique de modernisation[65] ». Publiquement, la démonstration d'allégeance aux valeurs républicaines reste donc une pratique notabiliaire plus répandue que la référence expressément religieuse. Des rituels républicains comme la visite (*ziyaret*) au mausolée d'Atatürk sont un passage courant, voire obligé, du cursus notabiliaire, comme l'illustre İzzettin Doğan. Certaines pratiques religieuses considérées comme « modérées » et intégrées au consensus national ou local ont cependant une place dans les pratiques notabiliaires. Le notable peut ainsi fêter le *bayram* ou rendre visite aux lieux sacrés (*ziyaret* également), mettant ainsi en valeur son attachement aux « figures locales ».

Le notable en représentation : les signes extérieurs de la notabilité

Assumer les obligations du rôle de notable implique l'accès à des carrières valorisées et valorisantes qui le dotent de titres honorifiques et de signes sociaux d'excellence. Les privilèges symboliques attachés à ce statut sont importants : perpétuel invité d'honneur, ayant de droit une place éminente

64. Adelkhah (F.), *Être moderne..., op. cit.*, p. 50 et s.
65. Atacan (F.), « A Portait... », art. cité, p. 155.

dans les manifestations privées et officielles, le notable jouit d'une notoriété et d'une importance qui peuvent faire des envieux. La distance sociale et symbolique est peut-être d'autant mieux ressentie qu'elle s'exprime dans un contexte de proximité géographique[66]. Les manières d'être doivent à la fois affirmer son statut et dissimuler cette distance ou la rendre légitime.

Le notable n'existe pas en dehors de la confiance, de la reconnaissance qu'on lui manifeste. En effet, on n'est jamais sûr de l'étendue du capital du notable : qui sont ses contacts, seront-ils efficaces ? La réponse à ces questions est soumise à une évaluation subjective, puisqu'on ne peut pas le savoir sans être en relation avec lui. Le choix d'un intermédiaire se fait selon son accessibilité et selon l'image que le client potentiel a de son pouvoir. Il s'agit donc en grande partie d'une présomption[67]. C'est donc la réputation du notable, qui passe par la rumeur, ainsi que les *signes extérieurs de notabilité*, qui produisent la confiance et donc la notabilité elle-même. La seule manière pour un notable d'influencer cette perception est donc de marquer son statut et son importance, d'autant plus s'il est en voie de notabilisation. Il est soigné, bien habillé. Il affiche son capital social en mentionnant ses contacts avec des personnes influentes, en sous-entendant sa capacité à leur demander des faveurs, en évoquant habilement dans la conversation avoir été « appelé par » ou « vu avec ». Les photographies souvent exposées dans son bureau permettent d'afficher son statut. Sur un cliché, agrandi pour l'occasion, on le reconnaîtra en compagnie d'un préfet, d'un ministre, d'un chef de parti, d'un président, etc. Mettre en valeur ses contacts lui permet de consolider sa réputation, et donc son influence[68]. Les plaquettes de décoration, gravées à son nom, qui ornent les vitrines de son bureau et marquent la reconnaissance par des institutions, remplissent la même fonction.

Le notable se doit également de s'afficher, par des pratiques de consommation et des dépenses somptuaires. Il doit savoir dépenser sans compter. Un ancien notable, qui a connu une chute sociale brutale, nous déclarait par exemple : « Après que j'aie abandonné mes activités économiques pour entrer à l'université, un dîner assez modeste a été organisé à l'occasion d'une cérémonie de remise des diplômes. Mais les serveurs du restaurant m'ont reconnu. Ils étaient habitués à me voir quand j'étais un homme d'affaires connu : sans rien me demander, ils m'ont tout de suite mis les couverts de luxe[69]. » Le lien du notable avec l'argent est ambigu. Max Weber définit les notables comme des personnes qui, de par leur situation économique, sont en mesure, à titre de profession secondaire,

---

66. Fontaine (J.), Le Bart (C.), « Sur le métier d'élu local », *in* Fontaine (J.), Le Bart (C.), *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 21.
67. Boissevain (J.), *Friends of Friends ..., op. cit*, p. 159 et s.
68. Garraud (P.), « Le métier d'élu local... », art. cité, p. 46.
69. Entretien avec un notable local, Sivas, 5 décembre 2000.

de diriger et d'administrer un groupement, sans salaire ou contre un salaire nominal ou honorifique. Ainsi, les notables peuvent vivre pour la politique sans devoir vivre d'elle[70]. Effectivement, être notable en Turquie aujourd'hui nécessite une certaine aisance financière.

> « [...] Ceux qui sont dans la direction sont tous des gens qui ont un certain poids dans leur village, et qui ont un peu d'argent. *Question* : Il y a donc une sélection par l'argent ? *Réponse* : Non, pas vraiment. En fait, pour faire ce genre de fonctions tu es obligé d'avoir un peu d'argent. *Q.* : Pourquoi ? *R.* : Parce que tu n'es pas payé, d'abord. Ensuite, par exemple, tu vas à Ankara pour discuter des problèmes de la fondation, rencontrer des gens, c'est toi qui payes de ta poche. [...] De plus, tu te déplaces, l'essence c'est pour toi. Et je ne te raconte pas les factures de téléphone portable. Après, tout le monde te connaît, il y a les mariages, tu es obligé d'y aller, de faire des cadeaux. Donc, en fait, si tu n'as pas d'argent tu ne peux pas remplir cette fonction[71]. »

Même l'opulence ne constitue pas la qualité première du notable, la richesse matérielle fait partie de son statut et doit à ce titre être montrée. Le statut du notable est lié bien sûr à son aisance, mais surtout aux usages qu'il en fait. Ces pratiques d'affichage ne doivent pas être par trop ostentatoires, au risque de faire *maganda*. Le terme de *maganda*, apparu d'abord dans la presse satirique dans les années 1990 avant de se généraliser dans le discours commun, condense les significations du nouveau riche, inculte voire vulgaire, impulsif. En ignorant toute distinction de goût, voire en offensant les valeurs morales et la bienséance, il constitue une « aberration esthétique[72] ». Cet équilibre difficile à tenir est résolu le plus souvent par la générosité dont les notables doivent faire la preuve.

Donner sans limite et savoir montrer sans excès

Au regard de cette inégalité, le notable est constamment soumis au soupçon d'être motivé par l'ambition personnelle, de profiter de ses contacts pour s'enrichir – pratique lucrative courante, qui transparaît dans les « scandales » et collusions plus occultes. Le notable présente donc souvent son action comme résultant d'une vocation morale ou professionnelle, mettant en valeur les sacrifices qu'il doit consentir pour la remplir et son désintéressement. Ainsi, deux notables se plaignent-ils que le travail social et associatif est très coûteux : « On nous accuse toujours d'en profiter, mais si seulement cela rapportait ! Nous y passons le plus clair de notre temps et

---

70. Weber (M.), *Economie et société*, Paris, Plon, 1995, p. 378-379.
71. Entretien, Istanbul, 1er novembre 2000.
72. Sur l'apparition de ce terme et la mise en contexte de ses développements, cf. Öncü (A.), « Global Consumerism, Sexuality as Public Spectacle, and the Cultural Remapping of Istanbul in the 1990s » *in* Kandiyoti (D.), Saktanber (A.), eds., *Fragments of Culture: The Everyday of Modern Turkey*, Londres, IB Tauris, 2002.

devons, de plus, payer pour ça[73] ! » De même l'esprit d'abnégation constitue-t-il une dimension importante de l'éthique du notable : « La plupart des personnes pieuses [...] s'accordent pour dire que Hulusi Efendi a travaillé dur et beaucoup sacrifié pour le développement de la ville[74]. »

Dans les manières de se comporter, le notable privilégie ainsi les symboles de proximité. Il ne s'affiche pas comme dominant envers ses obligés, à la fois par modestie et par prudence. Quand son interlocuteur théâtralise sa supériorité, avec des termes d'adresse qui marquent la déférence ou en lui baisant la main, le notable refuse souvent ce signe de respect. Il tente de dissimuler les différences de statut, illégitimes dans cette république égalitariste, sous l'apparence de l'égalité entre amis, par une familiarité ou une convivialité parfois feinte. Ses modes de présentation de soi – sa manière de se tenir, de parler aux gens – mettent en valeur sa proximité aux groupes populaires qui constituent ses soutiens, comme cela apparaît clairement dans le cas d'İzzettin Doğan évoqué plus haut. Dans les représentations au moins, il n'est pas question de distance. Les élus doivent paraître facilement accessibles pour conforter l'image de représentants prêts à réagir à la demande. Michael Meeker écrit ainsi comment procédaient les individus ou lignages importants qui voulaient étendre leurs contacts et leur influence parmi les villageois dans les années 1960 : « Ils étaient obligés de rester assis au même endroit à certaines heures chaque jour, après-midi et soir, prêts à recevoir quiconque voudrait les consulter[75]. » Cette idéologie de l'accessibilité est si importante que, quand le leader du *Doğru Yol Partisi*[76] (DYP) revint au pouvoir en 1991 après un intervalle de onze ans, il passa environ trois mois à recevoir les délégués des organisations de son parti à travers le pays et à écouter leurs demandes[77]. Dans le même esprit, le notable doit savoir rendre hommage (*armağan*) aux autres, par exemple dans les discours qu'il est amené à prononcer.

En effet, cette inégale distribution des richesses et des honneurs n'est légitime que dans la mesure où elle est contrebalancée par le partage et la redistribution. En forçant légèrement le trait, on peut affirmer qu'en Turquie républicaine la domination sociale n'apparaît comme légitime que dans la mesure où elle constitue un atout pour l'ensemble du groupe. Celui qui réussit se trouve dans l'obligation morale de partager et de faire bénéficier ses proches des avantages auxquels il a accès. Les privilèges acquis se paient

73. Entretien, Istanbul, 27 octobre 2000.
74. Atacan (F.), « A Portait... », art. cité, p. 155.
75. Meeker (M.), *A Nation...*, *op. cit.*, p. 358.
76. Parti de la juste voie.
77. Güneş-Ayata (A.), « Roots and Trends... », art. cité, p. 58.

par les services et protections presque dus aux proches[78]. Le don apparaît ici comme le remboursement d'une « dette » contractée auprès du groupe et, plus largement, de tous ceux sur lesquels le notable exerce son influence. La contrepartie nécessaire de la notabilité (qui est aussi un instrument de sa légitimation) réside donc dans cette injonction au partage, dans ce devoir de don, dans cette obligation de largesses, de dévouement pour les autres. Mettre la main à la poche pour les bonnes causes – par exemple prendre en charge des frais de restauration d'un bâtiment public ou l'ouverture d'un établissement éducatif ou social – éviteront au notable d'encourir le reproche d'ingratitude, ou d'avoir fait fi de sa propre famille et de ses amis[79]. Le notable doit donc légitimer son statut par l'aide matérielle qu'il apporte à qui de droit – sa famille, ses proches, son voisinage, ses relations, mais aussi un public plus large à travers une « bonne cause » – et sous diverses formes – du don personnel à l'occasion de cérémonies familiales à la donation publique.

L'évergétisme joue donc un rôle important dans la surface sociale du notable. Celui qui distribue les ressources acquiert par ce biais un surcroît de prestige, l'abandon d'un bien matériel permettant de constituer un pouvoir sur autrui sous forme de dette et de reconnaissance[80]. Donner, c'est donc obliger. Ainsi, l'acquisition d'une position sociale dominante passe obligatoirement par le don. Ce n'est que par le don que la richesse génère le prestige. Ainsi, le don peut constituer une stratégie rationnelle de mobilisation, un instrument qui permet aux notables d'étendre leur clientèle. Mais là encore, la générosité ne se réduit pas à sa seule dimension matérielle ou utilitariste. En effet, elle constitue également l'affirmation de qualités morales, comme l'altruisme et la prodigalité[81]. Si le donateur se doit de demeurer dans l'ombre, nul n'ignore son nom. Le paradoxe est que cette même générosité, preuve d'« abnégation », entraîne des bénéfices matériels ou des gratifications symboliques pour le notable. Les *çelenk*, ces couronnes de fleurs qui décorent chaque cérémonie ou inauguration, en sont la preuve : trône en leur milieu, en lettres rouges ou dorées, le nom de leur donateur. Les clichés types de la presse (notamment locale), qui prennent les officiels sur fond de *çelenk* justement, font donc indirectement apparaître et relayent publiquement les noms des généreux donateurs. Dans la même veine, les dons lors de mariages sont annoncés publiquement à toute l'assistance. Enfin, une donation pour un établissement social sera signalée par une plaque gravée mise en évidence...

---

78. Phénomène nullement spécifique à la Turquie. Cf. pour l'Afrique Bayart (J.-F.), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, pour la Bulgarie Ragaru (N.), « "Rendre service"... », art. cité, p. 30.
79. Bertrand (R.), *Indonésie : la démocratie invisible. Violence, magie et politique à Java*, Paris, Karthala, 2002, p. 152.
80. Bourdieu (P.), *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 200 et s.
81. Adelkhah (F.), *Être moderne..., op. cit.*, p. 50 et s.

Ici encore, l'équilibre est difficile à tenir. Ecoutons l'échange entre deux époux au sujet d'un notable d'Ankara, d'extraction modeste et rurale, mais qui est parvenu à se notabiliser au terme d'un parcours universitaire brillant ainsi que d'un militantisme au sein du parti *Cumhuriyet Halk Partisi*[82] (CHP) et d'un engagement social important. Médecin de profession, ayant exercé dans plusieurs ministères, il constitue désormais une figure importante de la politique municipale d'Ankara et se distingue par ses activités d'évergétisme, notamment dans le domaine de la santé. Il a ainsi ouvert deux centres de soin dans les quartiers populaires d'Ankara, qui procèdent régulièrement à des consultations gratuites. Par ailleurs, il a ouvert à grand frais une station de radio locale qui relaye ses campagnes politiques et, plus largement, ses actions. Son nom est répété à l'envi dans les *jingles*, ainsi que dans la publicité qui passe sans cesse pour ses centres de soin, lesquels portent également son nom. Parallèlement, il est candidat à la députation, et s'appuie sur les associations de pays ainsi que sur certaines organisations alévies.

> « *Elle* : X est mieux que les autres, il fait partager son peuple (*halk*), les émissions à la radio, on peut appeler et poser des questions. Au moins, les gens en profitent un peu. *Lui* : Non, ce n'est pas vrai. C'est un homme d'affaires vendu. Il était à gauche, à partir du moment où il a fait du fric, il s'est intégré au système. *Elle* : D'accord, il y a un peu d'égoïsme (*bencillik*). *Lui* : Tout cela c'est pour sa propre promotion, sa carrière. *Elle* : Mais au moins le groupe auquel il s'adresse est clair. Avec la musique qu'il passe, c'est clair qu'il s'adresse aux Alévis[83]. »

On reproche donc ici au notable de donner la priorité à l'intérêt personnel sous couvert d'intentions évergétiques. Qu'il s'agisse d'afficher son statut tout en soulignant sa proximité au peuple, de montrer sa richesse tout en la légitimant, ou de donner ostensiblement, mais sans en avoir l'air, le style de vie du notable est pris dans une série de tensions, dans un équilibre souvent instable.

*

* *

Dans un ouvrage récent, l'anthropologue américaine Jenny White qualifie les pratiques quotidiennes du politique de « politique vernaculaire » (*vernacular politics*), qu'elle oppose à la politique officielle et définit comme « un processus centré sur les valeurs, prenant son origine dans la culture locale, les relations interpersonnelles, et les réseaux communautaires, mais en relation avec la politique partisane nationale à travers des organisations

82. Parti républicain du peuple, successeur du parti fondé par Mustafa Kemal en 1923, aujourd'hui de gauche nationaliste et étatiste.
83. Entretien, Ankara, 15 novembre 2000.

civiques[84] ». La politique vernaculaire implique un engagement dans des réseaux locaux communautaires (voisinage, réseaux familiaux), les valeurs et les normes locales (normes égalitaires, réciprocité, confiance, obligations mutuelles mais aussi normes hiérarchiques concernant le sexe ou l'âge). Le patronage et les relations clientélaires en constituent des valeurs-clés. Ces pratiques et savoir-faire constitutifs de l'activité notabiliaire montrent en effet peu de spécificité par rapport aux autres univers sociaux, à des valeurs qui informent les pratiques dans d'autres domaines. Doit-on en conclure que les pratiques notabiliaires sont si courantes et « diluées » dans le social qu'elles ne méritent pas de nom spécifique pour les désigner ?

Comment expliquer le caractère non publiquement exprimé du fait notabiliaire en Turquie républicaine malgré sa prégnance ? Ce mode bien réel d'exercer le pouvoir, reconnu et intériorisé comme tel par les acteurs, reste marqué par l'illégitimité publique. Dans le cadre de l'idéologie de la modernisation qui est celle de la Turquie kémaliste, il ne peut en effet pas s'énoncer publiquement, d'autant moins en raison des contraintes externes qui pèsent sur le pays, notamment celle de son intégration à l'Europe, qui s'accompagne de discours normatifs sur la « bonne politique ». Il est à cet égard significatif que clientélisme soit publiquement souvent considéré (et stigmatisé) comme spécifique aux provinces « sous-développées », notamment aux « Kurdes », c'est-à-dire à « l'autre parmi nous ».

Dans ce contexte, les représentations qu'ont les citoyens et les notables de leur rôle se structurent autour de registres contradictoires : celui de l'exercice « officiel » du métier dans les termes légitimes du bien public, de l'esprit civique et de la compétence, et celui, « officieux », adapté aux codes d'appréhension des rapports sociaux, de justification des fidélités, qu'imposent les obligations de réciprocité ou le savoir-vivre dans les formes. Certaines pratiques constitutives du savoir-faire notabiliaire (capacité de négociation et de détournement des règles bureaucratiques, utilisation à des fins personnalisées de ressources collectives) sont publiquement considérées comme inacceptables. Rarement mises en avant, voire dissimulées, ces pratiques constituent cependant des modèles de comportement tout aussi contraignants que le rôle officiel, si le notable veut rester légitime aux yeux de certains de ses soutiens. Mis à part certaines pratiques qui, comme l'évergétisme, peuvent s'inscrire dans les deux, l'activité notabiliaire est donc marquée par des impératifs de justification contradictoires, liés à la diversité des publics avec lesquels ils sont en relation, à l'hétérogénéité des contextes d'action, mais surtout à la multiplicité des dimensions normatives la régissant[85]. Le métier politique ne peut donc être envisagé au regard des

84. White (J.B.), *Islamist Mobilization in Turkey: A Study in Vernacular Politics*, Seattle and London, University of Washington Press, 2002, p. 27.
85. Briquet (J.-L.), « Communiquer... », art. cité, p. 23-26.

seuls modèles de justification officiels, mais les pratiques non explicitées doivent être intégrées à l'analyse pour mieux appréhender l'activité politique et ses contraintes. Ainsi, constater l'existence de ces pratiques notabiliaires dans l'ensemble du pays – même si nous n'avons pas pu étudier les différences régionales – mais aussi dans toutes les franges politiques, des sociaux-démocrates aux islamistes, porte à déplacer certains clivages. C'est précisément l'enjeu d'un travail qui s'attache à reconstruire, sur la durée, des carrières de notables ou de familles de notables, pour souligner les évolutions qui affectent les contraintes du rôle, les formes de leur action et de leur justification.